

relatif au règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1^{er} : *Son amendement (Publication des conclusions du médiateur)* [5 février 1957] (p. 669 et 670); en seconde délibération : *Art. 16 de la loi du 11 février 1950 (Publication du texte de la recommandation)* [6 février 1957] (p. 695); *Ses explications de vote : Droit de contrôle du Gouvernement* (p. 697); — d'un projet de loi relatif à la modification de l'article 23 du Livre 1^{er} du Code du travail, Art. 1^{er} : *Son amendement (Ancienneté nécessaire pour bénéficier du préavis d'un mois)* [7 février 1957] (p. 728); *le retire* (p. 729); — des interpellations sur la politique générale du Gouvernement (politique économique et financière) : *Ses observations sur les difficultés des travailleurs, les manipulations de l'indice des 213 articles, la nécessité de modifier la loi sur l'échelle mobile* [19 mars 1957] (p. 1701 et 1702). — Pose à M. le Ministre de l'Intérieur une question orale relative à la découverte d'un dépôt clandestin d'armes de guerre à Fourchambault [17 mai 1957] (p. 2534). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer l'avis conforme du comité d'entreprise par un avis consultatif* [25 juin 1957] (p. 2936); *le retire* (p. 2937); — d'un projet de loi portant ratification des traités instituant la Communauté économique européenne et l'Euratom : *Aspect social de l'accord, égalisation des salaires, uniformisation des coûts de production, sort des travailleurs indépendants et des petites entreprises, installation du dirigisme économique* [4 juillet 1957] (p. 3248, 3249, 3250); — du projet de loi relatif au rétablissement de l'équilibre économique et financier : *La diminution des recettes des collectivités locales par suite de la politique d'austérité du Gouvernement* [15 novembre 1957] (p. 4845). = S'excuse de son absence [28 février 1956] (p. 521); [6 février 1958] (p. 562). — Obtient des congés [28 février 1956] (p. 521), [6 février 1958] (p. 562).

DURROUX (M. Jean), Député de l'Ariège (S.).

Son élection est validée [2 février 1956] (p. 169). = Est nommé membre : de la Commission de l'intérieur [31 janvier 1956] (p. 161),

[4 octobre 1957] (p. 4502); de la Commission du suffrage universel, des lois constitutionnelles, du Règlement et des pétitions [7 février 1956] (p. 214); de la Commission des boissons [3 août 1956] (p. 3867) (1); de la Commission de l'agriculture [12 juin 1957] (p. 2682); de la Commission des affaires économiques [4 octobre 1957] (p. 4502).

Dépôts :

Le 27 novembre 1956, un avis au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 2951) et la lettre rectificative (n° 3289) au projet de loi de finances pour 1957, n° **3343**. — Le 18 février 1958, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à modifier le régime de la sécurité sociale applicable aux enfants placés dans des écoles de plein air ou dans des maisons d'enfants à caractère sanitaire, n° **6640**. — Le 13 mars 1958, un rapport au nom de la Commission de l'intérieur sur le projet de loi (n° 6474) tendant à aménager les ressources des collectivités locales, n° **6893**.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de Loi DE FINANCES pour 1957; Art. 14, Etat C, INTÉRIEUR, Titre III et IV, en qualité de Rapporteur pour avis : *Encombrement de la carrière préfectorale; Création éventuelle d'un cadre d'extinction pour les fonctionnaires des préfectures n'ayant pas bénéficié de la réforme de 1949; Parité des traitements de la Sûreté nationale avec ceux de la Préfecture de police; Situation des officiers de police; Constitution de réserves des corps urbains de la Sûreté nationale; Contrôle du Parlement sur la subvention accordée à la Préfecture de police; Création de nouvelles sections dans les tribunaux administratifs; Remboursement des frais d'élection; Garantie des recettes aux collectivités locales; Protection civile; Diminution de l'aide financière accordée aux collectivités locales* [28 novembre 1956] (p. 5234, 5235); — des projets de loi relatifs aux institutions de l'Algérie : *Ses explications de vote sur la question de confiance; Raisons de la non-application du statut de*

(1) D^emissionnaire [29 mai 1957] (p. 2637).

1947 en novembre 1954 [29 novembre 1957] (p. 5063) ; Déclaration de M. Barrakrok après l'attentat dirigé contre lui (p. 5080) ; — du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, Deuxième partie, Crédits d'investissements, AGRICULTURE : *Electrification rurale* [7 mars 1958] (p. 1326) ; INTÉRIEUR, en qualité de *Rapporteur pour avis* : *Insuffisance des crédits, la protection civile, aide à la ville de Paris, inquiétude sur les possibilités d'aide de l'Etat aux collectivités locales (Participation du fonds routier, encouragement à la déconcentration industrielle)* [10 mars 1958] (p. 1466 à 1468) ; *Fonds national d'aménagement du territoire ; parité des traitements des deux polices* (p. 1470) ; — d'un projet de loi relatif aux ressources des collectivités locales, en qualité de *Rapporteur* : *Situation difficile des collectivités locales, taxe sur les spectacles, taxe sur les stations classées, taxe de stationnement, répartition du produit de la taxe locale* [19 mars 1958] (p. 1695, 1696, 1697) ; *Motion de M. Vallin tendant à examiner en priorité l'article 20 relatif au régime de la taxe locale* (p. 1698) ; Art. 3 : *Amendement de M. Mondon (Taux des redevances des mines de charbon)* (p. 1704) ; Art. 4 : *Amendement de M. Privat tendant à disjoindre cet article (Taxe frappant les chiens d'agrément et les chiens servant à la chasse)* (p. 1707) ; *Amendement de M. Frédéric-Dupont (Exonération de la taxe sur les chiens appartenant à des personnes non assujetties à la surtaxe progressive)* (p. 1708) ; Art. 5 : *Amendement de M. Barbot (Demandes de dépassement des maxima de taxes)* (p. 1709) ; Art. 7 : *Amendement de M. Michel tendant à supprimer cet article (Taux de la taxe d'enlèvement des ordures ménagères)* (p. 1710) ; Art. 14 : *Amendements relatifs au taux de la taxe sur les droits de chasse* (p. 1716) ; *Article additionnel de M. de Tinguuy (Revision générale de l'assiette des taxes locales)* (ibid.) ; Art. 17 : *Amendement de M. Denvers (Surtaxe d'abatage en vue de la modernisation d'abattoirs)* (p. 1720) ; *Article additionnel de M. Defferre (Création d'une taxe de stationnement des véhicules automobiles sur la voie publique)* (p. 1723) ; *Article additionnel de M. Pourtalet (Prélèvement sur le produit brut des jeux au bénéfice des communes)* (p. 1725) ; *Article additionnel de M. Garat (Augmentation de la taxe de séjour)* (p. 1725) ; — sur le procès-verbal de la séance précédente : *Absence regrettable de certains députés lors des derniers scrutins* [21 mai 1958] (p. 2420).

DUVEAU (M. Roger), Député de Madagascar (U.D.S.R.).

Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande.
(Cabinet Guy MOLLET.)

Du 1^{er} février 1956 au 13 juin 1957.

Son élection est validée [16 février 1956] (p. 322). = Est nommé membre : de la Commission de la justice et de législation [31 janvier 1956] (p. 161) (1), [19 juillet 1957] (p. 3770), [4 octobre 1957] (p. 4502) ; de la Commission des territoires d'outre-mer [31 janvier 1956] (p. 161) (1) ; de la Commission des finances [24 juin 1957] (p. 2904). — Est nommé juge suppléant de la Haute-Cour de justice constitutionnelle [5 mai 1956] (p. 1798).

Dépôts :

Le 26 novembre 1957, une proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-586 du 23 mai 1951 relative à l'élection des députés à l'Assemblée Nationale dans les territoires relevant du Ministère de la France d'outre-mer, n° 5959. — Le 5 décembre 1957, une proposition de loi tendant à restituer à la pratique médicale des vaccinations un caractère facultatif, n° 6067.

Interventions :

Est nommé *Sous-Secrétaire d'Etat à la Marine marchande* (Cabinet Guy Mollet) [1^{er} février 1956] (*J.O.* du 2 février 1956, p. 1387).

En cette qualité :

Répond à une question orale de M. Jean-Marie Louvel relative à la fermeture des chantiers navals de Caen [23 mars 1956] (p. 1227). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET TOURISME (III. MARINE MARCHANDE), Etat A, Chap. 31-01 : *Normalisation de la comptabilité des chantiers navals ; concours d'entrée à l'école du Trieux et fermeture de l'école de Tréguier ; mise en vente de trois paquebots affectés aux lignes d'Indochine ; conditions d'attribution des prêts du Crédit maritime mutuel ; modernisation de l'Institut scientifique des pêches ; politique du Gouvernement en matière de libération des échanges des produits de*

(1) Démissionnaire [2 février 1956] (p. 179).